

Date et heure limite de réception des offres

LE MARDI 16 JUILLET 2024 À 12H00

MARCHE ALLOTI DE PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCES POUR LE COMPTE DU MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC

REGLEMENT DE CONSULTATION GENERAL COMMUN

N°2024-MQB-03231-MA-00-00

APPEL D'OFFRES OUVERT

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Lot n° 1 : DOMMAGES AUX BIENS ET RISQUES ANNEXES

Lot n° 2 : RESPONSABILITE CIVILE ET ADMINISTRATIVE

Lot n° 3 : ASSISTANCE ET RAPATRIEMENT

Lot n° 4 : CYBER RISQUES

Table des matières

1. ARTICLE 1 – COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
2. ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION	5
3. ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
3.1 Procédure	5
3.2 Représentant de la personne publique	5
3.3 Nombre de lots	5
3.4 Nombre d'attributaire	5
3.5 Numérotation des lots	5
3.6 Durée du marché	5
3.7 Délai d'exécution	6
3.8 Droit de l'acheteur public	6
3.9 Délai de validité des offres	6
3.10 Visite de site facultative	6
3.11 Coassurance	6
3.12 Règlement général sur la protection des données (RGPD)	6
3.12.1 Description du traitement de données à caractère personnel	7
3.12.2 Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable de traitement	7
3.13 Langue	7
3.14 Unité Monétaire	8
3.15 Mode de règlement	8
3.16 Diversité – Egalité dans les marchés publics	8
4. ARTICLE 4 – MODALITES DE REPONSE A LA CONSULTATION	8
4.1 Documents administratifs à transmettre lors du dépôt de l'offre	8
4.2 Modalités relatives aux candidatures	9
4.3 Documents techniques à transmettre lors du dépôt de l'offre	9
4.4 Conditions des réponses aux demandes de garanties	9
4.5 Variante obligatoire à l'initiative de l'acheteur public	10
5. ARTICLE 5 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10
6. ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	10
6.1 Date limite de réception des offres	10
6.2 Site de dématérialisation (transmission de l'offre électronique)	10
7. ARTICLE 7 – JUGEMENT DES OFFRES	12
7.1 Principes généraux	12
7.2 Attribution du marché	12
8. ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DE L'ATTRIBUTAIRE	13
9. ARTICLE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	13



10. ARTICLE 10 – PROCEDURE DE RECOURS.....	13
11. ARTICLE 11 – SIGNATURE ELECTRONIQUE DU MARCHE	13
12. ANNEXE 1 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION	13

1. ARTICLE 1 – COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation se compose des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation et son annexe unique « e-attestations » en fin de document.
- L'acte d'engagement (AE) propre à chaque lot de l'accord-cadre et ses annexes :
 - Annexe 1 : Annexe « observations » mentionnant les observations, réserves et améliorations éventuelles ;
 - Annexe 2 : Demande d'acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrats de sous-traitance (DC4).
- Le cahier des clauses administratives particulières commun (CCAPC) aux quatre lots.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, le cas échéant, propres à chaque lot ;
- Le certificat de visite facultative s'agissant du lot 1 Dommages aux biens.

2. ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation est un marché alloti ayant pour objet de confier au titulaire de chaque lot des prestations de services d'assurances pour le musée du quai Branly – Jacques Chirac.

3. ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 Procédure

La présente consultation est lancée sous forme de procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2 du Code de la commande publique.

3.2 Représentant de la personne publique

L'établissement du musée du quai Branly – Jacques Chirac est représenté par son Président, Monsieur le Président de l'Établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac.

3.3 Nombre de lots

La présente consultation est allotie en quatre (4) lots.

3.4 Nombre d'attributaire

Chaque lot du présent marché est mono-attributaire.

3.5 Numérotation des lots

Lot n°1 : Assurance Dommages aux biens (Classification CPV 66515000-3)

La description des prestations à réaliser au titre du présent lot est détaillée dans le CCTP.

Lot n°2 : Assurance Responsabilité civile (Classification CPV 66516000-0)

La description des prestations à réaliser au titre du présent lot est détaillée dans le CCTP.

Lot n°3 : Assurance rapatriement (Classification CPV 66516000-0)

La description des prestations à réaliser au titre du présent lot est détaillée dans le CCTP.

Lot n°4 : Assurance Cyber Risques (Classification CPV 66515000-3)

La description des prestations à réaliser au titre du présent lot est détaillée dans le CCTP.

3.6 Durée du marché

Chacun des lots est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter du 1er octobre 2024. Il pourra être reconduit trois (3) fois pour la même durée par décision tacite de la personne publique.

Le cas échéant, la personne publique prendra par écrit la décision de ne pas reconduire le marché trois (3) mois au moins avant la date anniversaire de prise d'effet du marché. En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Le titulaire ne pourra pas refuser les reconductions.

Cette durée est appréciée à compter de la date de prise d'effet du contrat au 1er octobre 2024.

La durée totale de chaque lot ne pourra dépasser quatre (4) ans.

Durée de marché : 1 an renouvelable 3 fois

Date d'effet : 01/10/2024

Fin de marché : 30/09/2028

3.7 Délai d'exécution

Le délai d'exécution part de la date d'effet du contrat telle que prévue aux cahiers des clauses techniques particulières.

3.8 Droit de l'acheteur public

Conformément à l'article R2185-1 du Code de la commande publique, la procédure peut être déclarée sans suite à tout moment.

L'acheteur public se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications de détail au présent dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

L'acheteur public peut également procéder à une modification importante, mais non substantielle, des documents de la consultation, à condition d'augmenter proportionnellement à l'importance de la modification le délai de remise des offres.

3.9 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent-quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de remise des offres.

3.10 Visite de site facultative

Les assureurs auront la possibilité de réaliser une visite de risque pour le lot 1 : Dommages aux biens. Il est demandé de contacter Monsieur Christophe LABAUDINIERE par mail pour définir la date et le créneau horaire à l'adresse mail suivante CAF-DMTS@quaibranly.fr.

Les visites seront possibles jusqu'à **sept (7) jours ouvrés** avant la date de remise des offres. Dans un souci d'organisation, la prise de rendez-vous aura lieu **au plus tard neuf (9) jours ouvrés** avant la date de remise des offres mentionnée en page du garde du présent document. Pour accéder au site, les candidats devront se munir d'une pièce d'identité. Il sera délivré aux candidats, un certificat de visite qu'ils devront joindre à leur offre. Le candidat reconnaît avoir apprécié, du fait de cette visite, toutes les difficultés inhérentes au site.

3.11 Coassurance

Les offres des candidats pourront être proposées selon le principe de la coassurance. L'opération de groupement conjoint devra couvrir 100% du risque à la date de la remise des offres. Les offres de coassurance non couvertes à 100% seront considérées comme non conformes.

Les exigences mentionnées au présent règlement de la consultation s'appliqueront à l'ensemble des coassureurs.

La réponse aux demandes du dossier de consultation concerné devra être identique pour l'ensemble des membres du groupement. L'offre devra présenter le mandataire apériteur et les principes régissant la coassurance.

3.12 Règlement général sur la protection des données (RGPD)

En complément de l'article 5.2 du CCAG-FCS, la personne publique et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en

particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement général sur la protection des données »).

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire, en tant que sous-traitant au sens du règlement européen précité, s'engage à effectuer pour le compte de la personne publique, responsable de traitement, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

3.12.1 Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution du présent marché.

3.12.2 Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable de traitement

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités d'exécution du présent marché ;
- Traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant au présent CCAP. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité. A ce titre, le titulaire s'engage à fournir la liste des personnes ayant accès aux données à caractère personnel et à la mettre à jour en cas de changement dans un délai maximum de sept (7) jours ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- Respecter les conditions de sous-traitance définies ci-après :

Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, dans le respect de l'article du présent CCAP relatif à la sous-traitance.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement général sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par son sous-traitant de ses obligations.

3.13 Langue

Toutes les offres et correspondances relatives au marché sont à rédiger en langue française.

3.14 Unité Monétaire

Toutes les offres relatives au marché sont à rédiger en euro (€).

3.15 Mode de règlement

Le marché est financé sur le budget de l'établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac.

Le paiement des factures/accomptes et du solde sera effectué par virement administratif sur un compte bancaire ou postal. Le délai de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la réception de la facture par l'établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points et de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1er jour de retard. Lorsque le dépassement du délai de paiement n'est pas imputable au pouvoir adjudicateur, aucun intérêt moratoire n'est exigible.

3.16 Diversité – Egalité dans les marchés publics

Le Ministère de la Culture a obtenu la double labellisation « Diversité » et « Egalité ». A cet égard, il souhaite sensibiliser et mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables, en leur rappelant les interdictions de soumissionner relatives au non-respect des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes et aux discriminations.

4. ARTICLE 4 – MODALITES DE REPONSE A LA CONSULTATION

4.1 Documents administratifs à transmettre lors du dépôt de l'offre

Les candidats (assureurs et intermédiaires) devront fournir impérativement les éléments suivants à l'appui de leur candidature :

- DC 1 (Lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants, disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr>, rubrique DAJ, thème : formulaires déclaration candidat ;

Le candidat veillera à utiliser les derniers documents mis à jour.

- DC 2 (Déclaration du candidat, disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr>, rubrique DAJ, thème : formulaires déclaration candidat ;

Le candidat veillera à utiliser les derniers documents mis à jour.

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat n'entre dans aucun cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la commande publique ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant sur les trois (3) derniers exercices disponibles ;
- Une liste des principales prestations exécutées au cours des trois (3) dernières années, en rapport avec l'objet du présent marché ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois (3) dernières années.

4.2 Modalités relatives aux candidatures

Le marché est réservé aux entreprises d'assurances et personnes habilitées à présenter des opérations d'assurances en application des articles L310-1 et suivants et L511-1 et suivants du Code des assurances.

Les candidats devront pouvoir justifier de l'attribution de l'agrément qui leur est nécessaire pour présenter une offre relative au lot pour lequel ils soumissionnent, et devront également pouvoir justifier du mandat d'habilitation de la compagnie pour les courtiers.

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché. Dans une telle hypothèse, les candidats ne seront pas admis à la suite de la consultation. La coassurance n'est pas concernée par ces dispositions (voir modalités de celle-ci ci-avant).

4.3 Documents techniques à transmettre lors du dépôt de l'offre

Un même candidat pourra répondre à un ou plusieurs lots.

Chaque candidat devra faire sa proposition en fonction des éléments présents dans le dossier de consultation.

Les offres devront impérativement comporter l'acte d'engagement complété par la personne habilitée et dont les articles suivants sont à renseigner :

- Article 1 – Parties au marché ;
- Article 2 – Prix et nombre de précisions éventuelles (voir les modalités de ces précisions ci-après) ;
- Article 3 – Réserves éventuelles ;
- Article 5 – Paiements et coordonnées bancaires ;
- Article 6 – Signature du titulaire ;
- Article 8 – Tableau de notation de la qualité de gestion.

A noter : L'acte d'engagement devra être signé pour formaliser l'offre du candidat retenu ; c'est pourquoi il est conseillé de le signer dès le dépôt de l'offre. Dans le cas contraire, le candidat retenu sera sollicité afin d'accomplir cette formalité si son offre est retenue après attribution du marché.

Les candidats pourront éventuellement fournir :

- Une annexe « observations » mentionnant les observations, réserves et améliorations éventuelles ;
- Des conditions générales et conventions spéciales du candidat (le candidat devra indiquer le numéro des conditions générales sur l'acte d'engagement et dans l'annexe observations).

4.4 Conditions des réponses aux demandes de garanties

Les candidats devront impérativement proposer une offre reprenant les demandes de garantie.

Si les assureurs souhaitent établir des limitations ou réserves aux garanties demandées, celles-ci devront respecter les conditions définies ci-après.

Modalités de rédaction des réserves, limitations, garanties supplémentaires ou complémentaires :

Les réserves ou limitations aux demandes de garantie seront uniquement prises en compte :

- si elles sont mentionnées dans une liste

et

- si elles sont formelles et limitées

4.5 Variante obligatoire à l'initiative de l'acheteur public.

La présente consultation impose des variantes à l'initiative de l'acheteur public à réponse obligatoire.

La présente consultation n'autorise pas les variantes tarifaires proposées à l'initiative des candidats, elles ne seront pas prises en compte dans l'analyse des offres.

L'acte d'engagement définit leurs spécifications techniques.

5. ARTICLE 5 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les opérateurs économiques ont la possibilité de demander des renseignements complémentaires sur les documents de la consultation en respectant la méthodologie suivante :

- les candidats devront impérativement adresser leur demande écrite sur le site de dématérialisation mentionné à l'article 6 du présent règlement de consultation (aucune autre forme de demande ne pourra être prise en compte) ;
- la demande devra parvenir à l'acheteur public au moins dix (10) jours avant la date limite de remise des offres ;
- la réponse de l'acheteur public sera communiquée six (6) jours au plus tard avant la date limite de remise des offres ;

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

Les candidats qui estimerait que les documents de la consultation comportent des prescriptions ou des carences qui seraient susceptibles de les léser, fût-ce de façon indirecte, sont tenus d'en informer sans délai l'acheteur public par l'intermédiaire de la plate-forme de dématérialisation.

6. ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

6.1 Date limite de réception des offres

La date limite de réception des offres est mentionnée sur la page de garde du présent règlement.

6.2 Site de dématérialisation (transmission de l'offre électronique)

Les offres déposées au format papier ne feront l'objet d'aucun régularisation et seront rejetées.

Les offres devront parvenir à destination avant la date et heure limites fixées sur la page de garde du règlement de consultation.

Conformément à l'article R2132-7 du Code de la commande publique, la consultation est dématérialisée. Les offres doivent être présentées par voie électronique via le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les offres remises en format papier seront déclarées irrégulières et ne feront l'objet d'aucune régularisation.

Afin de s'assurer de la remise de l'offre électronique dans les délais, il est recommandé aux candidats de prévoir un délai suffisant avant la date et l'heure limites de remise indiquées en première page du présent règlement. Les offres réceptionnées hors-délai ne seront pas ouvertes, même si le téléchargement de l'offre sur la plate-forme a débuté avant la date et l'heure limites de remise.

Lorsqu'un même candidat a procédé au dépôt de plusieurs offres dématérialisées sur la plateforme, seule la dernière offre qui a été déposée sera ouverte par le pouvoir adjudicateur en application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique. Le candidat veillera à ce que le dernier pli dématérialisé déposé comprenne l'ensemble des documents de candidature et d'offre énoncés au présent règlement.

Les pièces lorsqu'elles sont signées par voie électronique sont chiffrées et signées par une personne habilitée à engager l'entreprise et disposant d'un certificat de signature électronique valide, sous réserve de sa conformité aux normes du référentiel général d'interopérabilité et au référentiel général de sécurité (certificat RGS). Ce certificat de signature devra répondre aux conditions fixées à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Des éléments supplémentaires relatifs aux certificats de signature électronique et comment en obtenir sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.boamp.fr/Espace-entreprises/Comment-repondre-a-un-marche-public/Questions-de-procedures-dematerialisees/Qu-est-ce-qu-un-certificat-de-signature-electronique-et-comment-s-en-procurer-un>

Le candidat qui transmettra son offre par voie électronique pourra envoyer une copie de sauvegarde, sur support papier ou sur support physique électronique sous réserve que cette copie parvienne au pouvoir adjudicateur avant la date et heure limite et qu'elle soit placée sous un pli scellé portant la mention « Copie de sauvegarde pour MA-24-03231 Assurances lot n°X [à compléter] ».

La copie de sauvegarde sera ouverte par le pouvoir adjudicateur dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038318503>

L'offre comporte :

- Les pièces administratives, conformément à l'article 4 du présent règlement ;
- Les pièces constituant la réponse à la consultation, conformément à l'article 4 du présent règlement.

Dépôt des offres :

- Les offres sont à déposer avant la date et heure limite fixée ci-avant ;
- Dans le cas d'une nouvelle offre transmise par un même candidat avant la date limite, la dernière offre déposée annule et remplace l'offre précédente. Seule la dernière offre sera ouverte ;
- Les dossiers qui seraient remis après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus.

7. ARTICLE 7 – JUGEMENT DES OFFRES

7.1 Principes généraux

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues par le Code de la commande publique.

Le jugement des offres se fonde sur une pluralité de critères pondérés décrits ci-après.

7.2 Attribution du marché

L'attribution se fera au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, déterminée par addition des notes obtenues par le candidat pour chacun des critères suivants.

Sur un total de 100, les critères sont pondérés comme suit :

- **Critère 1 : 60/100 : Valeur technique**

Sous-critère A : Acceptation du cahier des charges 50/100

Les offres seront notées selon l'étendue des garanties, les réserves ou limitations émises, notamment par l'appréciation de leur gravité, de leur impact financier prévisionnel maximal, de leur importance dans le cadre des exigences de la consultation.

Il est à noter qu'une offre pourra être jugée irrégulière ou inappropriée au vu des réserves émises et entraîner l'élimination de l'offre.

Sous-critère B : Qualité de gestion de la compagnie ou de l'intermédiaire 10/100

Ce critère est noté par appréciation des réponses apportées au tableau de la qualité de gestion présent dans l'acte d'engagement. Les réponses sont pénalisées selon les insuffisances relevées.

- **Critère 2 : 40/100 : Tarification**

Le critère du prix est analysé sur la base de la formule suivante :

Note du candidat = (Offre la plus basse / offre du candidat analysé) x 40.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, addition ou de report, ...) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'acheteur public est susceptible de solliciter la régularisation de l'offre. En cas de refus, ou d'absence de réponse, l'offre sera considérée comme irrégulière et donc rejetée.

8. ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DE L'ATTRIBUTAIRE

L'assureur retenu devra remettre à l'acheteur public, dans les quatre (4) jours qui suivent la notification du marché, une note de couverture non limitative dans le temps, faisant référence aux garanties prévues dans le dossier de consultation.

Les pièces du marché, complétées des éventuelles réserves de l'assureur et de la note de couverture, constituent donc le contrat d'assurance définitif.

9. ARTICLE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Renseignements d'ordre administratif :

Service juridique et des achats : marches-publics@quaibranly.fr / Tel : 01.56.61.70.47.

10. ARTICLE 10 – PROCEDURE DE RECOURS

Toute difficulté d'interprétation ou d'exécution du présent marché qui ne pourrait être résolue à l'amiable, sera soumise au tribunal administratif de PARIS – 7 rue de Jouy – 75181 PARIS Cedex 04 – Tél : 01.44.59.44.00 – Fax : 01.44.59.46.46 – courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

11. ARTICLE 11 – SIGNATURE ELECTRONIQUE DU MARCHÉ

Conformément à l'article R2132-7 du Code de la commande publique, toutes les communications et tous les échanges d'informations sont effectués par des moyens électroniques pour toute consultation engagée depuis le 1er octobre 2018.

Cela inclut la remise de l'offre, qui devra obligatoirement se faire de manière dématérialisée.

L'adresse mail communiquée à l'acte d'engagement servira, le cas échéant, à avertir les soumissionnaires de la réception d'un courrier électronique de la part du musée du Quai Branly - Jacques Chirac.

12. ANNEXE 1 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Pour l'attestation d'assurance et les attestations fiscale et sociale mentionnées au cahier des clauses administratives particulières, le candidat retenu pour chaque lot devra satisfaire à l'exigence suivante :

Les attestations d'assurance responsabilité civile, fiscale et sociale devront être déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, par le musée du Quai Branly - Jacques Chirac, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com>

En cas de difficultés dans le dépôt des documents, il est possible de contacter le service juridique et des achats à l'adresse suivante : marches-publics@quaibranly.fr.